

unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 30 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JAUDY (SA Carrières du)

QUELERDEN
22450 La Roche-Jaudy

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement JAUDY (SA Carrières du) implanté QUELEDERN 22450 La Roche-Jaudy. L'inspection a été annoncée le 06/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JAUDY (SA Carrières du)
- QUELEDERN 22450 La Roche-Jaudy
- Code AIOT : 0005502368
- Régime : Autorisation

L'exploitant, la société Carrière du Jaudy, est autorisé depuis 1979 à exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de La Roche du Jaudy. Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes.

Un arrêté préfectoral pris en date du 14 octobre 2009, complété le 16 août 2018 et le 14 février 2023, encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de cet arrêté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets aqueux ;
- les émissions sonores ;
- les émissions de poussières ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
10	les valeurs admissibles pour les eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 14/09/2009, article 3.1.4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Les retombées des poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
2	Les émergences sonores en période diurne	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
3	Les émergences sonores en période nocturne	AP Complémentaire du 14/02/2023, article 2 et 3
4	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
5	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19 et 28
6	la réalisation d'un Indice Biologique Global Normalisé	AP Complémentaire du 16/08/2018, article 6
7	Les éventuelles infiltrations d'eaux souterraines	AP Complémentaire du 16/08/2018, article 6
8	Le relevé piézométrique	AP Complémentaire du 16/08/2018, article 6
9	l'évolution des fonctionnalités des zones humides	AP Complémentaire du 16/08/2018, article 6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été relevé un dépassement significatif du paramètre MES lors d'une analyse effectuée le 20 juillet 2022, attribué au démarrage de la pompe d'exhaure. L'exploitant doit prendre des mesures organisationnelles pour prévenir de futurs dépassements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Les retombées des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Produits chimiques, Les retombées des poussières
Prescription contrôlée : <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
Constats : <p>L'exploitant a surveillé les retombées atmosphériques totales à l'aide de jauges, conformément au plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Deux campagnes de mesures ont été menées en 2022, avec cinq stations de mesure, dont la station témoin, implantées sur le site et à proximité.</p> <p>Les points 3 et 4 marquent les limites du site, le point 2 représente la station témoin, et les points 1 et 5 identifient des habitations à moins de 1500 mètres de la carrière.</p> <p>La conclusion de ces deux campagnes est la suivante :</p> <p>« La campagne de surveillance des retombées atmosphériques au deuxième semestre 2022, par la méthode des jauges Owens, est représentative d'un environnement peu empoussiéré, lors d'une période sèche avec des vents forts de direction dominante Nord.</p> <p>En moyenne annuelle glissante, l'ensemble des jauges présentent des retombées de poussières conformes à l'arrêté ministériel de 22 septembre 1994. »</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Les émergences sonores en période diurne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Les émergences sonores
Prescription contrôlée : <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :</p> <p><i>[En période diurne, l'émergence admissible est de 6 dB(A) si le niveau de bruit existant dans les zones à émergence réglementée est compris entre]35 ; 45] dB(A).</i></p> <p><i>En période diurne, l'émergence admissible est de 5 dB(A) si le niveau de bruit existant dans les zones à émergence réglementée est supérieur à 45 dB(A).]</i></p>
Constats : <p>L'exploitant a effectué une surveillance des niveaux sonores de son installation.</p> <p>Une campagne de mesures a été réalisée le 05 octobre 2022, impliquant cinq stations de mesure réparties comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• Deux stations ont été installées aux limites du site ;• Trois stations ont été implantées au sein du hameau du Moulin de Pen an Coat, de Kerouël et de Lenzonon. <p>La conclusion de cette étude est la suivante :</p> <p>« Au regard des résultats du contrôle de la situation acoustique réalisé le 05/10/22 au droit et à proximité de la carrière de Quélédern, commune de Pommerit-Jaudy (22), il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les niveaux de bruit mesurés en limite de site en période diurne respectent les seuils réglementaires.• Les émergences mesurées en période diurne au niveau des zones à émergence réglementée «MOULIN DE PEN AN COAT» -ZER1, «KEROUËL »-ZER2 et « LEZONOM »-ZER3 respectent les seuils définis dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. »
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Les émergences sonores en période nocturne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2023, article 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Les émergences sonores en période nocturne
Prescription contrôlée : Article 2 : Sur la plage horaire 20h00 à 7h00, seuls sont autorisés à fonctionner les installations de traitement des matériaux secondaires et tertiaires, les engins de carrières strictement nécessaires au déstockage et l'installation de lavage. Article 3 : Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. <i>[En période nocturne, l'émergence admissible est de 4 dB(A) si le niveau de bruit existant dans les zones à émergence réglementée est compris entre]35 ; 45] dB(A).</i> <i>En période diurne, l'émergence admissible est de 3 dB(A) si le niveau de bruit existant dans les zones à émergence réglementée est supérieur à 45 dB(A).]</i>
Constats : En date du 01 février 2023, l'exploitant a adressé une demande à la préfecture afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter ses installations de traitement de matériaux pendant la nuit, précisément de 20h00 à 7h00. Cette requête vise à permettre l'exploitation nocturne durant les mois de novembre à mars pour les années 2023, 2024 et 2025, dans le but de réduire les coûts d'électricité associés à l'activité. Cette demande de modification a été considérée comme non substantielle et a été encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 14 février 2023. Pour se conformer aux dispositions de cet arrêté complémentaire, l'exploitant a procédé à la surveillance des niveaux sonores de son installation pendant la période nocturne. La campagne de mesure a eu lieu le 18 avril 2023, impliquant trois stations de mesure implantées au sein du hameau du Moulin de Pen an Coat, de Kerouël et de Lenzonom. La valeur de l'émergence mesurée au sein de ces zones d'émergence réglementée varie entre 0 et 2 dB(A). La conclusion de l'étude est la suivante : « Au regard des mesures, réalisées le 18/04/23, à proximité de la carrière de Quélédern, commune de Pommerit-Jaudy (22), il ressort qu'en période nocturne : ▪ Toutes les émergences mesurées respectent les seuils définis dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. »
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir avant le début d'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation de la carrière. Ce plan, révisé en septembre 2022, examine la manière dont les déchets issus de l'exploitation de la carrière sont gérés.</p> <p>Il établit la procédure de stockage des déchets provenant des stériles de découverte ou des matériaux excédentaires, ainsi que la gestion des boues résultant du curage du bassin de décantation des eaux de lavage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19 et 28
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets inertes
Prescription contrôlée : Article 19 : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. Article 28 : L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]
Constats : Lors de l'inspection, deux constatations ont été faites : <ul style="list-style-type: none">• La présence d'une zone de contrôle des déchets dont l'objectif est d'interdire le déversement direct des déchets dans la zone de stockage.• La présence d'une benne sur le site d'entreposage des déchets inertes, destinée à contenir les déchets indésirables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : la réalisation d'un Indice Biologique Global Normalisé

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, la réalisation d'un Indice Biologique Global Normalisé
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance de l'impact dans le milieu naturel en réalisant, tous les trois ans, un IBGN (Indice Biologique Global Normalisé), en amont et en aval de la carrière sur la rivière « Le Jaudy ».
Constats : Depuis 2014, l'exploitant a effectué trois Indices Biologiques Global Normalisés (IBGN) en 2014, 2018 et 2021 pour évaluer l'impact de l'exploitation de la carrière sur la rivière « Le Jaudy ». En mai 2021, les résultats montrent que la qualité de l'eau reste globalement très bonne, avec des scores de 17/20 en amont et 18/20 en aval du rejet de la carrière. Le groupe indicateur faunistique (GIF) est maximal à l'amont et élevé à l'aval, reflétant une qualité biologique satisfaisante. Cependant, des signes de dégradation sont observés à l'amont, avec une baisse de 3 points dans l'indice par rapport à 2018, associée à la perte de 10 taxons. La variété taxonomique, indicateur de la qualité de l'habitat, montre des résultats proches des classes les plus élevées à l'aval, mais moins favorables à l'amont. La présence d'algues, notamment à l'amont, suggère une eutrophisation des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Les éventuelles infiltrations d'eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Les éventuelles infiltrations d'eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi des arrivées d'eau sur les fronts inférieurs d'extraction pour rechercher les éventuelles infiltrations d'eaux souterraines.
Constats : L'exploitant réalise régulièrement un suivi des arrivées d'eau sur les fronts inférieurs d'extraction. Deux infiltrations ont été principalement identifiées : <ul style="list-style-type: none">• Une infiltration localisée dans l'angle sud-est du Palier 6, en opposition au lit du Jaudy.• Une infiltration dans l'angle Nord-Est, vraisemblablement liée au bassin d'exhaure situé au niveau supérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Le relevé piézométrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Le relevé piézométrique
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un relevé piézométrique mensuel des trois ouvrages Pz1, Pz2 et Pz3.
Constats : L'exploitant met en œuvre un relevé mensuel de ses trois ouvrages piézométriques Pz1, Pz2 et Pz3. Ces trois piézomètres sont localisés au Sud-ouest de la carrière. Leur installation a été initiée suite à la demande de l'exploitant visant à approfondir la fosse d'extraction en 2018, passant ainsi de la côte maximale -3 m à la cote de - 12 m NGF, représentant un approfondissement de 9 m. L'objectif de ce suivi est de surveiller l'évolution du niveau des eaux souterraines entre l'approfondissement réalisé et la rivière « Le Jaudy ». Le service environnement de la DDTM a identifié le risque de modification des conditions hydrauliques de la rivière, pouvant être affecté par le niveau du fond de fouille de la carrière. L'analyse du suivi du piézomètre n°1 révèle que le niveau de la nappe souterraine se situe au-dessus du niveau de la rivière « Le Jaudy ». Quant au suivi du piézomètre n°3, il indique que la nappe souterraine est déchargée à cet endroit, avec un niveau de -7 m NGF correspondant pratiquement au niveau du fond de fouille de -10 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : l'évolution des fonctionnalités des zones humides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, l'évolution des fonctionnalités des zones humides
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise annuellement un suivi de l'évolution des fonctionnalités des zones humides au cours des trois premières années suivant l'approfondissement de la zone d'extraction. En l'absence de modification des caractéristiques des zones humides à l'issue de ces trois campagnes d'évaluation, ces suivis pourront être arrêtés.
Constats : L'exploitant a effectué un suivi annuel de l'évolution des fonctionnalités des zones humides au cours des trois premières années (2019, 2020, 2021) en réponse à l'approfondissement de la zone d'extraction en 2018. Les résultats de ce suivi indiquent qu'aucun impact de l'exploitation de la carrière n'a été observé sur la zone humide du « Moulin de Pen An Coat ». L'étude précise également que les rejets de l'exploitation dans le cours d'eau du Jaudy pourraient contribuer à l'alimentation hydrique des sols avoisinants, soutenant ainsi ce milieu pendant les périodes d'étiage du cours d'eau. En conséquence, l'exploitant est autorisé à mettre fin à la réalisation du suivi annuel des zones humides.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : les valeurs admissibles pour les eaux rejetées

Référence réglementaire : AP du 14/09/2009, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, les valeurs admissibles pour les eaux rejetées
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent, à tout moment, les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;• MES : 30 mg ;• Hydrocarbures : 5 mg/l ;• DCO : 125 mg/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : L'exploitant a soumis les résultats des analyses mensuelles de ses effluents pour l'année 2022. Une analyse effectuée le 20 juillet 2022 révèle un dépassement significatif sur le paramètre MES (85 mg/l contre 30 mg/l autorisé). L'exploitant précise que le prélèvement a été réalisé au démarrage de la pompe d'exhaure, ce qui a probablement entraîné le lessivage du ruisseau. L'exploitant doit mettre en place des mesures organisationnelles afin d'éviter tout nouveau dépassement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites